



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Appel à Manifestation d'Intérêt ' Labellisation Appporteur d'affaires French Tech Seed ' - Accord de consortium - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'Etat, par l'intermédiaire de la Direction Générale des Entreprises (DGE) et dans la cadre du Grand Plan d'Investissement, a lancé en juillet 2018 un appel à manifestation d'intérêt intitulé « *Labellisation Appporteur d'affaires French Tech Seed* » dont le but est de sélectionner des acteurs économiques qui alimenteront un flux d'opportunités qualifiées vers le fonds d'investissement French Tech Seed.

Conformément à la convention du 28 décembre 2017 relative au Programme d'Investissements d'Avenir, action « *Fonds national post-maturation Frontier venture* », l'État a confié à Bpifrance l'opération de l'action, en particulier la labellisation des apporteurs d'affaires et la gestion du fonds French Tech Seed.

Les apporteurs d'affaires auront pour rôle d'identifier au sein de leur écosystème des jeunes entreprises technologiques, créées ou en création, à la recherche de premiers investisseurs, d'attester du caractère technologiquement innovant notamment « *deep tech* » de ces projets et les accompagner dans leurs dimensions stratégiques, commerciales et de rapprochement vers des investisseurs privés. Les écosystèmes de valorisation qui souhaitent obtenir une labellisation seront choisis en fonction de leur capacité à générer un flux d'affaires, de leur potentiel de projets, de leur expertise technologique et des liens tissés avec les financeurs privés. Les start-up de moins de trois ans accompagnées par les écosystèmes labellisés pourront alors bénéficier d'une prise de participation minoritaire par ce fond avec effet de levier sur l'investissement privé.

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec 18 parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi développé un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation. Un de ses principaux outils, le BIC (Business & Innovation Centre) de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu internationalement, avec ses 3 sites d'incubation Cap Alpha, Cap Omega et le MIBI, a notamment accompagné en 30 ans, plus de 670 entreprises innovantes générant aujourd'hui près de 5000 emplois.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite et fructueuse avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème de valorisation et d'innovation, notamment avec la Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) AXLR créée le 1er août 2012, dont les actionnaires sont : la Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Montpellier, Université Paul Valéry de Montpellier, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Montpellier Méditerranée Métropole et AxLR souhaitent joindre leurs forces pour candidater à cet appel à manifestation d'intérêt « *Labellisation Apporteur d'affaires French Tech Seed* ». Afin de présenter un processus complet d'identification et d'accompagnement pour les lauréats et surtout répondre au volume de projets éligibles, il est proposé de former un consortium à l'échelle régionale composé d'une part de AxLR et du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, de Toulouse Tech Transfer et de l'incubateur régional Nubbo basé à Toulouse, ainsi que de l'agence régionale de développement économique Ad'Occ.

L'enjeu pour Montpellier Méditerranée Métropole est :

- d'être partie prenante de la gouvernance d'un consortium régional en siégeant à son comité de pilotage,
- de participer au comité de sélection de projets,
- de favoriser le développement d'entreprises issues de la valorisation des travaux de recherche des laboratoires académiques qui pourront être accompagnées par le Business & Innovation Centre.

L'accord de consortium, dont la SATT AXLR est chef de file, sera élaboré conformément aux règles de l'appel à manifestation d'intérêt et en particulier de son règlement financier.

L'accord proposé précise les règles de fonctionnement, de gestion, et de mise en œuvre opérationnelle de l'action.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'accord de consortium visant à l'appel à manifestation d'intérêt « *Labellisation Apporteur d'affaires French Tech Seed* »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-61141-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.